

Chronologie

Janvier/Février 2006*

Janvier

3.1 La crise du gaz russe, réglée après trois jours de pourparlers entre la Russie et l'Ukraine, suscite une polémique sur la politique énergétique du gouvernement allemand. Les partis conservateurs proposent de remettre en question l'arrêt des centrales nucléaires, ce que refusent avec véhémence leurs partenaires sociaux-démocrates de la coalition. La chancelière Angela Merkel, présidente de la CDU, met fin au débat en maintenant finalement la loi votée par ses prédécesseurs, conformément aux accords passés par les deux grands partis pour définir leur programme de gouvernement.

9.1 Réunis pendant deux jours dans la banlieue de Berlin, au château de Genshagen, les membres de la grande coalition adoptent un programme de 25 milliards d'euros sur quatre ans pour relancer la machine économique. Cinquante jours seulement après leur entrée en fonction, les ministres du gouvernement reprennent un à un les dossiers qui ne font pas encore l'unanimité entre les partis de la coalition, entre autres au ministère de la Famille.

10.1 L'association de protection des consommateurs Stiftung Warentest révèle que quatre des stades prévus pour la Coupe du Monde de football (Berlin, Gelsenkirchen, Leipzig et Kaiserslautern) ne remplissent pas les conditions de sécurité requises. Franz Beckenbauer, président du comité d'organisation, rejette violemment les accusations. Wolfgang Schäuble, ministre de l'Intérieur, met en garde contre toute hystérie, cinq mois avant le coup d'envoi du Mondial.

13.1 Angela Merkel se rend pour la première fois à Washington depuis son élection à la chancellerie. Au cours de son entretien avec le Président George W. Bush, elle met l'accent sur la volonté commune des Européens et des Américains de trouver une solution diplomatique à la crise iranienne. Angela Merkel critique par ailleurs ouvertement l'existence de la prison américaine de Guantanamo, propos salués par tous les partis politiques allemands.

16.1 Lors de sa première rencontre avec le Président russe Vladimir Poutine à Moscou, Angela Merkel salue la proposition du Kremlin d'enrichir l'uranium des centrales nucléaires civiles iraniennes. Elle évoque par ailleurs la situation en Tchétchénie, sujet diplomatiquement délicat sur lequel Berlin et Moscou n'ont pas la même approche.

18.1 Le Président Jacques Chirac rappelle que la France dispose d'une force de frappe et qu'elle est prête à s'en servir contre tous ceux qui menaceraient les intérêts et la sécurité de la France et de ses partenaires. Les réactions en Allemagne restent mitigées, mais pondérées (voir *Documents* 2006/01).

20.1 Les modalités de la libération de Susanne Osthoff après son enlèvement en Irak en novembre 2005 suscitent quelque émoi dans la presse qui révèle que l'ambassade allemande à Bagdad aurait trouvé dans les vêtements de l'archéologue plusieurs milliers de dollars venant de la rançon. La version des faits est contestée par Susanne Osthoff qui retourne en Irak au mois de février.

20.1 Angela Merkel est reçue par le Président Jacques Chirac à Paris. Elle visite entre autres l'exposition « Splendeurs de la Saxe » au château de Versailles (voir *Documents* 2006/01). Au cours de sa conférence de presse, la chancelière déclare être en parfait accord avec le Président français sur la force de dissuasion.

23.1 Le Prix de Gaulle-Adenauer des ministères français et allemand des Affaires étrangères est remis à Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt (voir *Documents* 2006/01).

23.1 La firme DaimlerChrysler annonce qu'elle envisage de supprimer 6 000 emplois au cours des trois prochaines années, cela représente un poste administratif sur cinq dans l'ensemble des entreprises du monde entier, mais surtout en Allemagne.

24.1 Deux ingénieurs allemands originaires de la région de Leipzig, Rene Bräunlich et Thomas Nitzsche, sont enlevés en

* Chronologie établie par François Talcu, journaliste.

Irak. Dans la deuxième cassette vidéo envoyée, un des ravis-seurs demande que l'Allemagne cesse toute activité dans le pays et toute coopération avec les autorités irakiennes.

24.1 Au Forum économique mondial de Davos, Angela Merkel affirme dans son discours d'ouverture que les pays industrialisés doivent avoir plus de libertés afin de développer la créativité et le commerce d'entreprise. « Le travail a besoin de croissance et la croissance a besoin de liberté », déclare la chancelière, qui annonce par ailleurs son intention de lutter contre la bureaucratie.

24.1 Le gouvernement de Berlin se montre optimiste quant aux prévisions de la croissance pour 2006, mais reste plus prudent que la plupart des experts économiques nationaux et internationaux. Le ministre de l'Économie, Michael Glos, prévoit une croissance de 1,4 %, ce qui représenterait un demi-point de plus que l'an passé.

27.1 Décès de l'ancien président allemand Johannes Rau à l'âge de 75 ans (voir *Documents* 2006/01). Un dernier adieu lui est rendu le 7 février au cours d'une messe en la cathédrale de Berlin en présence des représentants des différents organes constitutionnels et de quelque 1 500 invités allemands et étrangers.

27.1 Journée du souvenir, 61 ans après la libération du camp de concentration d'Auschwitz, le 27 janvier 1945. Le président du Bundestag, Norbert Lammert, rappelle que c'est l'ancien chef de l'État, Roman Herzog, qui avait introduit cette Journée en 1996. Il est « de notre responsabilité qu'Auschwitz ne se reproduise pas », dit-il. Le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, affirme pour sa part que « l'Allemagne continuera de s'opposer avec la plus grande détermination à des propos choquants et inacceptables tels que ceux du président iranien Ahmadinejad ». Téhéran avait nié l'Holocauste quelques jours plus tôt. Depuis novembre 2005, la date du 27 janvier a été déclarée par les Nations Unies Journée internationale de la mémoire de l'Holocauste.

27.1 En visite en Israël, la chancelière réagit à la victoire du Hamas aux élections en Palestine. « Il ne peut y avoir de coopération avec le Hamas que si celui-ci remplit trois conditions, reconnaître le droit à l'existence d'Israël, montrer clairement et affirmer de manière compréhensible qu'il renonce à la violence et accepter les progrès accomplis jusqu'à aujourd'hui dans le processus de paix ». Au cours de sa rencontre à Ramallah avec le Président de l'Autorité palestinienne

Mahmoud Abbas, le lendemain, la chancelière estime que « le processus de paix offre au peuple palestinien sa seule opportunité de fonder son propre État, et de vivre en paix avec son voisin Israël ».

27.1 L'investisseur britannique David Montgomery achète le quotidien de Hambourg *Hamburger Morgenpost*. Il avait déjà acquis fin 2005 la *Berliner Zeitung* et le *Berliner Kurier*.

31.1 Chômage en hausse au mois de janvier. Selon l'Agence pour l'Emploi, la barre des cinq millions de chômeurs a été de nouveau dépassée, le taux est désormais de 12,1 %. Les raisons avancées sont le froid hivernal et l'anticipation d'un raccourcissement de l'indemnisation du chômage pour les plus de 55 ans. Le nombre de demandeurs d'emploi s'est réduit de 75 000 en un an.

31.1 Devant près de 70 pays et organisations internationales réunis à Londres pour étudier les prochaines étapes de la reconstruction de l'Afghanistan, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, réaffirme la volonté de l'Allemagne de maintenir son engagement. Berlin fournit le plus gros contingent de la mission de paix internationale ISAF.

Février

1.2 Le conseil des ministres accepte dans leur principe les propositions du ministre du Travail et vice-chancelier, Franz Müntefering, visant à faire passer l'âge légal de la retraite de 65 à 67 ans dès l'année 2029, et non 2035 comme les partenaires de la coalition l'avaient initialement annoncé. L'âge de la retraite, s'il est entériné par le Parlement, devrait être repoussé d'un mois tous les ans à partir de 2012. L'opposition (Libéraux, Verts et nouvelle gauche) profite d'un débat parlementaire le 9 février pour critiquer haut et fort les mesures annoncées.

1.2 L'éditeur de presse Springer renonce au rachat du groupe de télévision ProSiebenSat.1. Les autorités de régulation allemande avaient déjà annoncé leur veto au mois de décembre 2005, estimant « que l'opération aurait créé une trop grande influence sur l'opinion ». L'Office des cartels en avait fait de même fin janvier. Seule une autorisation ministérielle aurait pu permettre à Springer de conclure. Springer intente néanmoins un procès contre l'Office des cartels le 23 février.

1.2 Pour la première fois depuis 1992, une grève est votée

dans la fonction publique du Bade-Wurtemberg pour protester contre l'extension du temps de travail de 38,5 à 40 heures par semaine. Dès le 6 février, plus de 10 000 personnes répondent à l'appel des syndicats. La grève, la plus longue que l'Allemagne fédérale ait connue dans son histoire, s'étend à plusieurs Länder.

2.2 Un rapport fait le bilan des différentes réformes du marché de l'emploi, plus connues sous le nom de leur inspirateur Peter Hartz. Vingt instituts de recherche se prononcent positivement sur quelques mesures prises depuis 2003 (subventions à l'insertion, soutien à la création d'entreprises, aides à la création de sociétés unipersonnelles (« Ich-AG »), promotion de la formation continue), mais critiquent les mesures de création d'emploi.

4.2 Dans la lutte contre le terrorisme international, l'Allemagne entend s'engager également hors des frontières de l'Alliance atlantique. A la Conférence de sécurité à Munich, devant une quarantaine de ministres des Affaires étrangères et de la Défense, la chancelière prend également position sur la question iranienne, estimant que si le président iranien nie l'holocauste, son pays ne peut compter sur la moindre tolérance de la part des Allemands.

6.2 Le parlement de l'ex-RDA, le « Palais de la République » à Berlin-Est, commence à être démantelé. Son démontage complet doit durer jusqu'au printemps 2007. Il aura fallu trois résolutions des députés du Bundestag et de nombreux débats pour que les quelque 55 000 tonnes de béton, 20 000 tonnes d'acier et 500 tonnes de verre du bâtiment disparaissent. Construit en 1976, le « Palast der Republik » a été désamianté en 1990, il devrait laisser la place à une réplique de l'ancien château des Hohenzollern, détruit en 1950 par la RDA après les bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

8.2 L'Allemagne reste championne du monde des exportations. Avec une hausse de 7,5 % et un volume de marchandises exportées d'une valeur de 786 milliards d'euros, l'Allemagne se classe pour la troisième fois consécutive au premier rang des exportateurs mondiaux de marchandises en 2005. Elle devance les États-Unis (772 milliards d'euros) et la Chine (637 milliards d'euros). La France reste la première destination des marchandises allemandes, devant les États-Unis et la Grande-Bretagne. L'Union européenne reste largement en tête des zones où se vendent les produits allemands.

8.2 Ouverture de la 56^e Berlinale. Le festival international du

film de Berlin, présidé cette année par Charlotte Rampling, propose jusqu'au 19 février 360 films de 56 pays. 19 productions convoitent les Ours d'or et d'argent du festival. L'Ours d'honneur est attribué le 15 février au metteur en scène polonais Andrzej Wajda pour l'ensemble de son œuvre. L'Ours d'or revient cette année à un film bosniaque, *Grbavica*, de Jasmila Zbanic. Trois Ours d'argent sont décernés aux comédiens allemands Moritz Bleibtreu (pour son rôle dans l'adaptation par Oskar Roehler du roman de Michel Houellebecq *Les particules élémentaires*), Sandra Hüller (pour sa prestation dans le film *Requiem* de Christian Schmid) et Jürgen Vogel (premier rôle, auteur et co-producteur du film *Der freie Wille* de Matthias Glasner). Un record de fréquentation est par ailleurs enregistré à la Berlinale avec 400 000 spectateurs.

9.2 Moins de deux ans après l'élargissement de l'Union européenne, Berlin décide de maintenir jusqu'en 2011 les mesures de transition sur la liberté de circulation des travailleurs venus des dix nouveaux pays membres. La veille, la Commission européenne avait publié un rapport recommandant de renoncer totalement aux restrictions de circulation dès le mois de mai 2006, arguant du fait que les migrations de travailleurs ont un effet positif sur l'économie du pays d'accueil. Analyse relativisée par Michael Glos, ministre allemand de l'Économie.

10.2 Les députés du Bundestag soulignent leur attachement à la liberté de la presse. Au cours d'un débat consacré aux conséquences de la publication au Danemark de caricatures du prophète Mahomet, les groupes parlementaires demandent que s'instaure une politique de dialogue avec l'Islam. Tous condamnent les excès des réactions dans le monde arabe. Pour la première fois, des manifestations sont enregistrées également en Allemagne. Plusieurs milliers de ressortissants musulmans protestent le 11 février devant l'ambassade du Danemark à Berlin et devant le consulat à Düsseldorf.

12.2 Tournée de Frank-Walter Steinmeier au Proche-Orient. Après ses entretiens avec plusieurs membres du gouvernement israélien, le ministre des Affaires étrangères réaffirme en présence du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas à Ramallah, que l'Allemagne refuserait d'entrer en contact avec un futur gouvernement dirigé par le Hamas, si celui-ci ne respectait pas les conditions posées. Le ministre se rend ensuite en Jordanie, avant de faire escale à Ankara, en Turquie.

13.2 Hôte de la Maison Heine à Paris, le ministre-président de Rhénanie-du-ord/Westphalie, Jürgen Rüttgers, commémore le 150^e anniversaire de la mort de l'écrivain Heinrich Heine,

né à Düsseldorf et décédé à Paris. Le chef du gouvernement régional de Düsseldorf profite de cet événement pour souligner le caractère unique de l'amitié franco-allemande, qui a toujours permis à l'Europe « de tirer de nouvelles forces pour digérer les difficultés et s'envoler vers de nouveaux horizons ». La France est avec 300 entreprises et 625 filiales implantées en Rhénanie et Westphalie le premier partenaire économique du Land que dirige Jürgen Rüttgers depuis l'année dernière. Au cours de cette visite, la Bibliothèque nationale et l'Institut Heinrich Heine de Düsseldorf lancent un projet de numérisation des manuscrits de Heinrich Heine.

14.2 Pour la première fois, des étudiants iraniens à Téhéran manifestent avec jets de pierres devant l'ambassade d'Allemagne, qu'ils accusent d'être aux côtés des États-Unis et d'Israël. A Amman, le chef de la diplomatie allemande remercie les autorités jordaniennes pour leurs efforts de pondération sur l'affaire des caricatures danoises.

14.2 Découverte des premiers cas de grippe aviaire dans le nord de l'Allemagne, sur l'île de Rügen. Le ministre de l'Agriculture, Horst Seehofer, qui avait déjà décrété le confinement de toutes les volailles à partir du 17 février, demande aux éleveurs d'appliquer immédiatement cette mesure, pour éviter toute propagation du virus H5N1 aux animaux d'élevage et domestiques. Le 19 février, la chancelière se rend dans la région pour s'enquérir des répercussions sur le tourisme auprès des hôteliers. Par mesure de précaution, les autorités entreprennent le lendemain l'abattage d'oiseaux sur l'île, entièrement déclarée zone de protection. Le virus est constaté sur des cygnes, des buses, des cormorans, des mouettes, des canards et des oies sauvages. Le confinement des volailles est décidé jusqu'à fin avril pour empêcher toute contamination des élevages. Toutes les foires et expositions de volatiles sont interdites sans exception. Le 23 février, les ministres régionaux de la santé, réunis à Berlin, décident d'augmenter les réserves de vaccin pour assurer un approvisionnement de 20 % de la population (contre 8 % jusqu'ici). 140 infections sont constatées au 28 février. Le 28, sur l'île de Rügen, un chat est retrouvé mort, porteur du virus. Face à cette évolution, le ministre de l'Agriculture, Horst Seehofer, demande le 26 février que les compétences des Länder soient réduites au profit de l'État, afin de lutter plus efficacement contre l'épidémie.

15.2 Les juges de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe déclarent inconstitutionnel un alinéa de la loi sur la sécurité aérienne votée en 2004 et entré en vigueur en 2005. Cette loi autorisait l'armée de l'air à abattre un avion de ligne détourné

par des terroristes, afin de protéger les populations au sol. Se référant à la Loi fondamentale (Constitution), les juges ont rappelé le rôle de l'armée, qui n'est pas celui de la police sauf en cas de catastrophe naturelle, ainsi que le droit fondamental à la vie et au respect de la dignité humaine, qui interdit de traiter des passagers innocents comme de simples objets. Les partis conservateurs annoncent leur intention de procéder à une révision de la Constitution.

16.2 Le conseil des ministres adopte la Convention de l'Unesco sur la protection des biens culturels signée en 1970. Cette nouvelle loi vise à lutter contre le trafic illicite de biens culturels au niveau international et à garantir la protection des biens culturels nationaux contre les vols, fouilles clandestines ou tentatives d'exportation illicite.

16.2 En visite à Berlin, le ministre français de l'Intérieur et président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, estime que l'Europe a besoin d'un nouveau moteur. Il propose que « les six grands pays d'Europe assument leurs responsabilités avec le souci d'associer à leur démarche tous ceux qui veulent aller plus vite ». Il rejette par ailleurs l'idée d'une nouvelle consultation des Français sur la Constitution européenne, mais propose plusieurs solutions en trois étapes pour sortir de la paralysie.

17.2 A Berlin, le Premier ministre britannique Tony Blair et Angela Merkel lancent un appel à l'Iran pour que le conflit soit résolu par la négociation. La chancelière redit à cette occasion que Berlin, Londres, mais aussi Paris ont signalé sans ambages à Téhéran que l'Iran avait « dépassé la ligne rouge ».

18.2 Tournée diplomatique en Asie pour le ministre allemand des Affaires étrangères. Frank-Walter Steinmeier rencontre en Corée du Sud, pays intéressé par les enseignements de l'unification allemande, son homologue Ban Ki Moon, candidat à la succession de Kofi Annan au secrétariat général des Nations Unies. Accompagné d'une délégation de petites et moyennes entreprises allemandes, le ministre se rend ensuite au Japon le 21, où il inaugure l'exposition « L'Allemagne au Japon » dans le cadre de l'année de l'Allemagne. Puis il gagne la Chine le 22 février. Le Président Hu Jintao informe la délégation allemande que Pékin n'a pas encore donné son feu vert pour prolonger de 130 km la ligne du train à sustentation magnétique Transrapid qui relie actuellement Shanghai à l'aéroport.

20.2 Angela Merkel veut l'innovation au sein de son parti. Devant les délégués de la CDU, réunis en congrès à Berlin, la chancelière exprime le souhait d'un nouveau programme de

référence d'ici l'année prochaine, afin de moderniser celui de 1994 qui, selon elle, n'apporte pas toutes les réponses aux problèmes de la mondialisation. Elle préconise entre autres un équilibre entre le renouveau et la tradition.

21.2 Selon un expert des Nations Unies, Munos Villalobus, « les chances d'éducation en Allemagne sont le miroir des inégalités sociales ». Après une tournée de dix jours dans des écoles primaires du pays, l'expert a critiqué notamment le système d'orientation à l'issue du primaire. Plusieurs ministres régionaux reconnaissent certaines faiblesses du système, la ministre de l'Éducation, Annette Schavan, précise que l'école allemande est actuellement en voie de réforme, notamment les liens entre le jardin d'enfants et l'école primaire.

21.2 Moins de cent jours après la formation de son gouvernement, la chancelière Angela Merkel et le patronat dressent un bilan positif de la grande coalition. Le lendemain, c'est avec la Fédération des syndicats DGB, qu'elle fait le point. Au sein des formations de la coalition, chacun s'accorde à souligner « la rapidité avec laquelle s'est installé un climat de travail excellent et amical ».

22.2 Budget de transition pour 2006. Le conseil des ministres adopte un projet de budget jusqu'à 2009 prévoyant un programme de 25 milliards d'euros d'investissements pour relancer l'économie. Ce budget prévoit entre autres l'augmentation de la TVA de 16 à 19 % au 1er janvier 2007. L'endettement devrait s'élever à 38,3 milliards d'euros cette année pour se stabiliser à 20 milliards d'euros en 2009. Berlin veut maintenir cette année son déficit public à 3,3 % du produit intérieur brut (donc au-delà des critères du Pacte européen de stabilité et de croissance), pour redescendre à 2,5 % l'an prochain.

26.2 Cérémonie de clôture des Jeux Olympiques d'hiver à Turin. L'Allemagne sort grand vainqueur des compétitions en remportant le plus grand nombre de médailles d'or, devant les États-Unis et l'Autriche.

27.2 Les ministres européens des Affaires étrangères, réunis à Bruxelles, veulent faire pression sur la Serbie pour que l'ex-général Ratko Mladic soit extradé vers le Tribunal Pénal International de La Haye. La Commission européenne avait menacé quelques jours plus tôt de suspendre les négociations sur l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne.

28.2 Au cours de sa visite à Kiev, un mois avant les élections législatives en Ukraine, le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, prononce un discours à l'Académie Mohyla sur le thème « L'Allemagne, l'Union européenne et l'Ukraine - partenaires en Europe ». Il invite le gouvernement ukrainien à poursuivre ses réformes et assure le pays du soutien de l'Allemagne dans le processus d'adhésion à l'Union européenne.

28.2 Nouvelle poussée du chômage: en février, la barre des cinq millions de sans-emploi a été une nouvelle fois franchie. Le taux de chômage passe de 12,1 à 12,2 % en un mois. L'Agence pour l'Emploi fait valoir des considérations essentiellement saisonnières.

28.2 Nouvelles révélations de la presse américaine sur le rôle des services secrets allemands pendant la guerre en Irak. Le Pentagone et le gouvernement de Berlin rejettent les allégations du *New York Times*, selon lesquelles des agents allemands auraient fourni aux Américains des plans de défense du dictateur irakien. Les Verts et la Nouvelle Gauche se voient confortés par ces révélations dans leur intention de mettre en place une commission d'enquête parlementaire.

28.2 Six députés, appartenant aux formations CDU/CSU, SPD et FDP, portent plainte auprès de la Cour constitutionnelle contre la publication de leurs revenus. Un nouveau code de conduite, adopté au mois de janvier, contraint les députés à faire preuve de transparence d'ici la fin du mois de mars.

28.2 Selon la ministre allemande de la Coopération et du Développement, Heidemarie Wieczorek-Zeul, Berlin souhaite la mise en place de nouveaux instruments de financement de l'aide au développement des pays les moins nantis. Prenant la parole dans le cadre de la Conférence internationale sur les instruments de financement innovants, la ministre considère prudemment la taxe de solidarité sur les billets d'avion, proposée par la France, le Chili et le Brésil, comme « un instrument supplémentaire possible ».

28.2 Invité à une conférence internationale sur l'Afghanistan à Doha, la capitale du Qatar, le ministre de l'Intérieur, Wolfgang Schäuble, a réitéré la promesse de Berlin d'apporter son soutien à la reconstruction de l'Afghanistan. L'Allemagne coordonne depuis 2002 l'organisation des forces de police. L'aide allemande se chiffre à 58 millions d'euros.